

Le gouvernement Michel embarrassé par Puigdemont

Le Président catalan destitué par Madrid était à Bruxelles ce lundi, a-t-on appris. L'avocat belge Paul Bekaert a indiqué avoir parlé à Carles Puigdemont, qui l'aurait choisi comme conseil. Trois jours après la déclaration unilatérale d'indépendance catalane, la raison du passage de Carles Puigdemont en Belgique faisait l'objet de spéculations, alors que le secrétaire d'État à l'Asile, le séparatiste flamand Theo Francken, avait indiqué qu'il étudierait d'éventuelles demandes d'asile introduites par des ministres catalans. Or, il apparaît que seul le Commissariat général aux réfugiés peut octroyer ce droit, et non Theo Francken, et qu'a priori, une telle demande serait jugée irrecevable.

Une double crise potentielle couve dans un silence assourdissant. D'une part, l'attitude de la N-VA et de son ministre en charge de l'Asile menace, si elle est mal gérée, l'intégrité du gouvernement belge. Et d'autre part, la position de la Belgique, sur la corde raide, pourrait provoquer une crise diplomatique sans précédent avec Madrid.

Le gouvernement catalan est visé par une demande d'inculpation par le procureur espagnol pour «rébellion, sédition et malversation». Le premier des trois chefs d'inculpation pourrait entraîner une

Carles Puigdemont aurait pris pour conseil l'avocat belge Paul Bekaert.

condamnation allant jusqu'à 30 ans de prison. Le procureur demande l'arrestation des personnes visées au cas où elles ne se présenteraient pas devant le juge d'instruction.

Après le limogeage des autorités séparatistes, la Catalogne était dirigée de facto par la ministre Soraya Saenz de Santamaria, vice-présidente du gouvernement espagnol, présentée comme le bras droit et la confidente de Mariano Rajoy. Sa mission ne devrait être qu'une courte transition en attendant les élections que Madrid a convoquées pour le 21 décembre.

Plusieurs partis sécessionnistes ont indiqué qu'ils participeraient à ce scrutin, alors que des sondages d'opinion indiquent un fléchissement des sympathies indépendantistes en Catalogne. «C'est l'occasion de consolider la république», a dit le séparatiste de gauche Sergi Sabria.

LIRE EN PAGES 2 ET 3

Carles Puigdemont a peu de chance d'obtenir l'asile en Belgique

Le voyage mystérieux du président catalan destitué Carles Puigdemont ébranle la Belgique. Une crise menace avec l'Espagne.

VINCENT GEORIS

Le bruit a commencé à courir lundi matin dans les chancelleries belges et espagnoles. Le président destitué de Catalogne Carles Puigdemont est arrivé à Bruxelles avec cinq anciens membres de son gouvernement. Vers midi, les médias espagnols diffusaient l'information. Peu après, une source espagnole, désireux de garder l'anonymat, affirmait à L'Echo que «*M. Puigdemont est bien à Bruxelles.*»

En soirée, un avocat belge, Paul Bekaert, confirmait qu'il venait d'être engagé pour défendre les intérêts de Carles Puigdemont. Le leader catalan se trouve à Bruxelles et il a pu lui parler lundi après-midi, a confirmé l'avocat. M. Bekaert est spécialisé en droits de l'Homme. Il a défendu la militante kurde turque Fehriye Erdal et le couple basque Moreno-García, deux militants présumés du mouvement de divorce basque de l'ETA, devenus ressortissants belges en 2001.

L'ancien président catalan et ses conseillers «*veulent demander l'asile politique en Belgique*» dit une source. Les ex-conseillers seraient, entre autres, Meritxell Borràs, Toni Comín, Joaquim Forn et Dolores Bassa.

Selon El Periodico, Puigdemont devait aussi rencontrer à Bruxelles des autorités flamandes. Cette visite aurait été organisée par l'ancien représentant de la Généralité de Catalogne, Amadeu Altafaj, démissionnaire lundi matin.

L'agence Belga faisait aussi état «*d'une réception privée avec des membres de la N-VA*». Mais en fin de journée, le parti a démenti avoir lancé la moindre invitation. Le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA), disait hier «*ne pas être au courant*» de la visite de Puigdemont. Son porte-parole assurait que Jan Jambon n'avait, au cours des derniers jours, eu «*aucun contact avec Puigdemont*».

Une demande a priori irrecevable

Dans ce dossier, la N-VA souffle le chaud et le froid. Dimanche, le secrétaire d'État à l'Asile Theo Francken (N-VA) a déclaré que Carles Puigdemont avait la possibilité de demander l'asile politique en Belgique.

Cette sortie a provoqué une levée de boucliers au sein de la majorité et dans l'opposition. Donner le droit d'asile n'est «*absolument pas à l'ordre du jour*» a répliqué le Premier ministre belge Charles Michel. «*Je demande à Theo Francken de ne pas jeter de l'huile sur le feu*», a-t-il ajouté.

L'opposition a réclamé hier des explications au gouvernement fédéral (voir ci-contre).

Le déplacement de Puigdemont a lieu alors que le procureur général espagnol requiert des poursuites contre lui et d'autres membres de l'exécutif catalan pour «*rébellion, sédition et détournement de fonds publics*». Ces crimes sont passibles d'une

peine allant jusqu'à 30 ans de prison.

Juridiquement, Carles Puigdemont a peu de chance d'obtenir l'asile politique en Belgique. Pour Philippe De Bruycker, professeur de droit de l'immigration et de l'asile à l'ULB, il est peu probable qu'on lui

octroie ce droit car l'ancien président catalan ne risque pas de persécution dans son pays d'origine. «*M. Puigdemont peut demander le droit d'asile, le droit européen ne l'exclut pas. Mais le protocole n°24 du Traité de Lisbonne prévoit que ces demandes soient traitées rapidement, car elles sont connotées comme abusives*», explique-t-il.

De plus, cette demande ne serait pas traitée par Theo Francken mais par le Commissariat général aux réfugiés. «*La demande d'asile serait traitée en quelques jours et serait, a priori, jugée irrecevable*», précise Philippe De Bruycker. Enfin, les peines encourues pour les faits qui lui sont repro-

chés sont prévues dans le droit des autres États membres de l'UE. «*Tous les États punissent ceux qui veulent démembrer leur territoire*», ajoute le professeur De Bruycker.

Carles Puigdemont a-t-il besoin du droit d'asile? Il pourrait s'établir en Belgique, sur base du droit à la libre circulation, pour autant qu'il justifie des ressources suffisantes et d'une assurance-maladie.

Mais s'il est inculpé, la Justice espagnole pourrait adresser une demande d'extradition à la Belgique. «*Dans ce cas, la Justice belge pourrait l'extrader, à moins qu'il parvienne à faire valoir certaines excuses. Mais elles sont très limitées*», dit Philippe De

Bruycker. «*M. Francken rêve de se saisir du dossier, mais il ne peut le faire, ni via le droit d'asile, ni via le mandat d'arrêt.*»

Menace de crise diplomatique

À côté du risque de crise «*belgo-belge*», une autre, diplomatique, menace avec l'Espagne et le gouvernement de Mariano Rajoy. Les déclarations de Theo Francken ont hérisé le gouvernement espagnol. «*C'est une attaque inacceptable par un membre du gouvernement belge contre l'État espagnol*», dit l'eurodéputé espagnol Gonzalez Pons (PPE). «*Nous n'avons pas à accepter les leçons de quelqu'un qui a été jugé dans son pays pour avoir violé une décision de justice*», ajoute-t-il, faisant référence «*à l'astreinte de 4.000 euros imposés par jour à M. Francken pour avoir refusé de fournir un visa humanitaire à une famille syrienne*».

Le départ de Carles Puigdemont aurait eu lieu dans le plus grand secret. L'ancien président avait publié lundi matin une photo du Palais de la Generalitat, laissant croire qu'il se trouvait à Barcelone. Il s'est avéré plus tard que c'était une ancienne photo.

«*Il a quitté l'Espagne. Que vont penser ses électeurs en Catalogne? N'est-ce pas une forme de lâcheté?*» commente une source officielle espagnole.

À Barcelone, un soufflé vite retombé

L'OPPOSITION RÉCLAME DES EXPLICATIONS AU PREMIER MINISTRE

L'opposition au Fédéral (socialistes, écologistes et cdH) a sommé hier le Premier ministre Charles Michel de venir s'expliquer à la Chambre sur l'attitude de son gouvernement dans

la crise catalane. La visite surprise à Bruxelles du Président catalan destitué Carles Puigdemont et cinq ex-conseillers où ils auraient assisté à une réception privée de la N-VA pose en effet la question de la loyauté des nationalistes flamands à l'égard du Premier ministre qui avait, la veille, appelé «à ne pas jeter de l'huile sur le feu».

«Il en va de la crédibilité internationale de la Belgique», a fait savoir le président du PS Elio Di Rupo sur Twitter. Le chef de groupe Ecolo Jean-Marc Nollet considère que Charles Michel avait adopté «une attitude utile» depuis le début de la crise en Catalogne, en appelant au dialogue, mais que les récents événements «décrédibilisent la position de la Belgique». Au sp.a. la cheffe de groupe Meryame Kitir réclame pour sa part des explications au ministre des Affaires étrangères Didier Reynders (MR), en déplacement aux Etats-Unis. Les socialistes flamands souhaitent également savoir si Carles Puigdemont est en contact direct avec le secrétaire d'État à l'Asile Theo Francken (N-VA).

J.-P.B., AVEC BELGA

L'euphorie que les indépendantistes catalans affichaient vendredi s'est muée en un climat d'attentisme, alors qu'une période de transition s'est ouverte en attendant de nouvelles élections, auxquelles les sécessionnistes ont convenu de participer. Après une déclaration d'indépendance prise à une courte majorité, et alors qu'aucun État n'a reconnu l'indépendance de la Catalogne, la décision de Madrid de destituer les membres du gouvernement régional tout en convoquant des élections dès le 21 décembre a donné lieu à une réaction hésitante de l'exécutif catalan.

Un ministre local, Josep Rull, a brièvement bravé l'autorité centrale en publiant une photo de lui travaillant, imperturbable, à son bureau de Barcelone. L'État central avait donné instruction à la police de laisser les membres du gouvernement accéder à leurs bureaux pour récupérer leurs effets, mais de faire rapport à la Justice de tout refus de quitter les lieux. Or Josep Rull ne s'est pas attardé dans ses locaux. Les autres membres du gouvernement se sont montrés plus discrets en ce premier jour d'embauche après la déclaration d'indépendance. Carles Puigdemont et d'autres ont même quitté – «fluï?» – la Catalogne pour une visite à Bruxelles (lire par ailleurs). À Barcelone, quelque 200.000 fonctionnaires catalans ont repris leur poste, sous la tutelle de Madrid. Après avoir appelé à la grève générale, le syndicat Intersindical-CSC a annulé son mot d'ordre.

De son côté, le procureur général d'Espagne, Jose Manuel Maza, a annoncé le dépôt d'une plainte contre l'exécutif catalan. Il accuse le gouvernement régional d'avoir provoqué «une crise institutionnelle qui a débouché sur la déclaration unilatérale d'indépendance» et demande la comparution de ses membres devant un juge d'instruction. Il réclame leur inculpation pour «rébellion, sédition et malversation» et re-

quiert leur arrestation dans le cas où ils ne se présenteraient pas. Le premier des chefs d'inculpation pourrait à lui seul entraîner une condamnation de 30 ans de prison ferme.

Malgré leur déclaration unilatérale d'indépendance, les partis séparatistes catalans se sont dits prêts à participer au scrutin décrété par une autorité «illégitime». Le Parti démocrate de Catalogne de Carles Puigdemont (PdeCat) a indiqué qu'il participerait au scrutin: «Nous irons avec conviction et nous sommes très attachés à ce que la société catalane puisse s'exprimer», a indiqué la porte-parole Marta Pascal. Même son de cloche de l'alliance Junts pel si (Ensemble pour le oui) et de la Gauche républicaine catalane (ERC). «C'est l'occasion de consolider la république», a indiqué un député ERC, Sergi Sabria. Ce sont des élections illégitimes, un piège, mais nous n'avons pas peur des urnes», a-t-il ajouté.

Des sondages indiquent un fléchissement du soutien au séparatisme au sein de la Catalogne – ils seraient 33% de sécessionnistes selon une enquête d'opinion du quotidien El Mundo, et 29% selon El País.

Dimanche, des centaines de milliers de défenseurs de l'unité espagnole avaient fait une démonstration de force en défilant dans les rues de Barcelone après que quelques dizaines de milliers de séparatistes seulement aient fêté l'indépendance dans les rues vendredi.

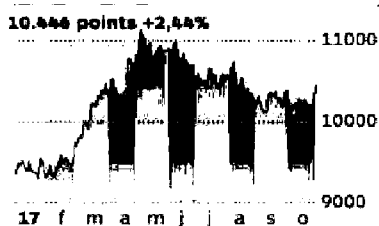
FRÉDÉRIC ROHART

«Ce sont des élections illégitimes, un piège, mais nous n'avons pas peur des urnes.»

SERGI SABRIA
DÉPUTÉ SÉCESSIONNISTE
CATALAN

MARCHÉS FINANCIERS**LA BOURSE DE MADRID EN FORTE HAUSSE**

À Madrid, l'indice **Ibex 35 a regagné 2,44%** après avoir cédé vendredi 1,45% à la suite de la déclaration d'indépendance de la Catalogne et de la mise sous tutelle de la région par Madrid. Les investisseurs semblent avoir accueilli avec enthousiasme un premier sondage portant sur les élections régionales convoquées par le gouvernement central pour le 21 décembre. Ce sondage publié dimanche **prédit une courte victoire des partis anti-indépendantistes**, avec 43,4% des voix contre 42,5%

INDICE IBEX

Source: Thomson Reuters Datastream

pour les formations indépendantistes. L'indice Ibex a été porté par le rebond des valeurs bancaires catalanes telles que Banco de Sabadell (+ 5,67% à 1,678 euro) et CaixaBank (+ 4,17% à 3,998 euros). BBVA, qui a son siège à Bilbao, dans le pays basque, a gagné 3,02% à 7,41 euros. La bonne tenue de la Bourse de Madrid est d'autant plus remarquable que la **tendance est restée mitigée sur les autres places européennes**.

Sur le marché obligataire, le rendement des obligations d'État espagnoles à 10 ans s'est détendu de neuf points de base, passant de 1,59% vendredi dernier, à 1,50% lundi en clôture, ce qui représente son plus bas niveau depuis le 7 septembre dernier. Des taux d'intérêt plus faibles indiquent que les investisseurs ont davantage confiance dans l'État emprunteur et sont donc prêts à lui confier leur argent contre une rémunération plus modeste. Les taux des obligations allemandes se sont eux aussi détendus mais nettement moins que les taux espagnols.

Soraya Saenz de Santamaria**Une ambitieuse au pouvoir en Catalogne****LE PROFIL**

- **1971** Naissance à Valladolid au sein d'une famille de classe moyenne. Elle y étudie le droit.
- **2000** Le chef de cabinet de **Mariano Rajoy** embauche cette jeune avocate qui lui avait envoyé son CV.
- **2004** Devenue députée du **Parti populaire** au Parlement. Puis la porte-parole du groupe en 2008, la première femme à assumer ce poste.
- **2011** Naissance de son fils Ivan. Elle devient **vice-présidente du gouvernement**.

Danser en public

Elle n'hésite pas à danser en public. On a ainsi pu la voir se trémousser allègrement lors des meetings de fin de campagne du Parti populaire; invitée à l'un des programmes les plus populaires de la télévision espagnole, El Hormiguero, ou à l'occasion de la «Feria de Abril» de Séville.

À 46 ans, Soraya Saenz de Santamaria est l'un des piliers du gouvernement espagnol. Elle devra désormais s'occuper du dossier catalan.

ISABEL PIQUER
À MADRID

Elle est à la fois vice-présidente et ministre de la Présidence et des Ad-

ministrations territoriales – un portefeuille créé sur mesure en 2016 pour gérer le dossier catalan. Et depuis le 27 octobre, Soraya Saenz de Santamaria est à la tête de la Cata-

logne, à la place de son ancien président, Carles Puigdemont, destitué depuis la mise en tutelle de la région par Madrid.
«Si vous êtes jeune, vous êtes une

femme et vous mesurez 1,50m, on vous perçoit comme quelqu'un de vulnérable», avait dit Soraya Sáenz de Santa-

maria en assumant en 2008 le poste de porte-parole du groupe parlementaire du Parti populaire (PP, conservateurs au pouvoir). Personne n'oserait désormais sous-estimer cette avocate de formation qui depuis dix-sept ans est devenue la plus fidèle conseillère du Premier ministre espagnol Mariano Rajoy.

Il lui a confié les tâches les plus ingrates, les dossiers les plus délicats. Lorsque le ministre de la Santé s'emmêle les pinces dans l'affaire Ebola en 2014 (une infirmière est infectée du virus dans un hôpital de

Madrid), c'est elle qui gère l'affaire. Lorsqu'en décembre 2015 Mariano Rajoy ne veut pas comparaître dans un débat électoral à quatre, avec entre autres le responsable du parti radical de gauche, Pablo Iglesias, c'est elle qui prend sa place. Et lorsqu'il y a un an, le gouvernement conservateur décide de négocier avec l'exécutif catalan une sortie de crise, c'est elle qui fait le va-et-vient entre Madrid et Barcelone.

Diplômée en droit de l'université de Valladolid, où elle est née en 1971 dans une famille de la classe moyenne de droite, elle a exercé comme avocate d'Etat – c'est-à-dire comme fonctionnaire du ministère de la Justice. En 2000, elle est recru-

tée en tant que conseillère juridique par Mariano Rajoy alors que celui n'est encore que vice-président du gouvernement de José María Aznar. C'est elle qui a pris l'initiative d'envoyer son CV au chef de cabinet de Rajoy. Elle travaille alors dans la petite ville de Leon et prend le bus pour aller le voir à Madrid.

Elle devient députée du PP un peu par hasard en 2004 lorsque l'un de ses élus, Rodrigo Rato, part à Washington prendre la tête du FMI. Depuis, son ascension a été fulgurante. En 2011, elle vient tout juste d'avoir son fils, Ivan, lorsqu'elle est nommée vice-présidente et porte-parole du gouvernement. Elle ne prend pas de congé maternité et in-

tègre son poste dix jours plus tard.

Décrite comme un bourreau de travail par ses collègues, l'influence politique de Soraya Sáenz de Santamaría, qui perd rarement le sourire, est telle, selon le quotidien El País, que la vice-présidente «a créé un courant au sein du gouvernement» dont les jeunes loups – «les sorayos» – se battent pour étendre son influence. Pour l'instant loyale au président espagnol, ses détracteurs lui soupçonnent néanmoins une ambition illimitée. L'année dernière, lorsque Mariano Rajoy n'arrivait pas à former un gouvernement en minorité, son nom fut mentionné à plusieurs reprises. Le dossier catalan pourrait être son tremplin vers le pouvoir.